

Montifroy, Gérard A. (1981) *Géographie politique et géopolitique*. Montréal, Guérin Éditeur Limitée, collection Dossiers Universitaires, 379 pages.

André-Louis Sanguin

Volume 26, numéro 68, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021575ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021575ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sanguin, A.-L. (1982). Compte rendu de [Montifroy, Gérard A. (1981) *Géographie politique et géopolitique*. Montréal, Guérin Éditeur Limitée, collection Dossiers Universitaires, 379 pages.] *Cahiers de géographie du Québec*, 26(68), 281–284.
<https://doi.org/10.7202/021575ar>

dominante et l'émergence d'une logique propre au mouvement populaire semblent avoir sensiblement progressé chez les analystes et chez les militants. D'autre part, l'articulation entre les classes populaires et la fraction mal définie de la nouvelle petite bourgeoisie qui se mêle au mouvement populaire est loin d'être claire, ni au niveau du réel, ni au niveau de sa représentation.

À mon avis, c'est par rapport surtout à ce dernier aspect qu'*Une ville à vendre* a eu ses plus grandes répercussions: c'est en effet dans la pratique politique au niveau urbain que les intellectuels, auteurs du « Rapport Ézop », ont voulu tester leur analyse. Ils ont eu à le faire dans une conjoncture différente de celle où fut produite leur étude: une crise économique larvée qui se traduit par un ralentissement des activités du capital immobilier, et la montée au pouvoir du Parti québécois qui, d'une part, crée certains espoirs mais qui, d'autre part, pose d'emblée la question du rôle de la nouvelle petite bourgeoisie dans la formation sociale québécoise.

On sait que certains des auteurs d'*Une ville à vendre* ont contribué à mettre sur pied le Rassemblement populaire de Québec, un parti politique municipal qui fait la lutte au pouvoir en place depuis maintenant plus de cinq ans. Le RPQ, bien qu'issu des groupes populaires, n'a pas absorbé les comités de citoyens et ceux-ci n'ont pas, non plus, pris la direction du parti. On a réalisé à Québec, contrairement à ce qui s'était passé à Montréal, et beaucoup à cause de ce qui s'était passé à Montréal, l'autonomisation du mouvement politique (le RPQ) par rapport au mouvement social (les groupes populaires). Cette autonomie relative élargit son ressourcement et lui confère une dynamique particulière. Le « Rapport Ézop » est loin d'être étranger à cette évolution. Par la cohérence, la profondeur et le détail de son analyse, il a singulièrement contribué à faire avancer les choses. Qu'une telle recherche, radicale et marxiste, ait pris place à Québec, plutôt qu'à Montréal, peut au départ surprendre. Au moins, ce fait devrait poser problème au géographe préoccupé des aspects régionaux de la formation sociale. Avec le RPQ, le « socialisme à visage urbain », pour reprendre l'expression de Garnier et Goldschmidt, est mieux implanté à Québec qu'à Montréal. Il faudra s'interroger là-dessus: retracer les conséquences locales de la jonction entre les intellectuels nationalistes de Montréal et les intellectuels libéraux et quelquefois plus « socialisants » de Québec; repérer également certaines des retombées indirectes des entreprises d'aménagement telles le BAEQ, et de la mise sur pied d'institutions paragouvernementales telles les CRD. Tout se passe en effet comme si l'impact premier d'une recherche comme *Une ville à vendre*, qui pose dès le départ, et tout au long de l'analyse, le postulat de la nécessité de l'imbrication des problèmes urbains dans des rapports sociaux globaux, prenait place d'abord, et avant tout, au niveau local, à Québec même, et dans d'autres localités où des chercheurs ont tenté la même analyse. Est-ce là un signe annonciateur de l'émergence d'une contre-pratique politique qui se tisse dans le vécu quotidien, au niveau local? Ou est-ce plutôt l'investissement, par en haut, des quartiers et des régions par le nouveau pouvoir québécois... qui au fait ne l'est plus tellement? Ces questions soulèvent le problème des fractionnements de la nouvelle petite bourgeoisie et de ses productions intellectuelles. Il est trop simple de prétendre que les intellectuels de la NPB sont d'abord et uniquement organiques par rapport à leur propre classe. *Une ville à vendre* est un indice, sinon une preuve, du contraire.

Paul VILLENEUVE
Département de géographie
Université Laval, Québec

MONTIFROY, Gérard A. (1981) *Géographie politique et géopolitique*. Montréal, Guérin Éditeur Limitée, collection Dossiers Universitaires, 379 pages.

Un cliché généralisé retient l'idée que la géographie politique d'avant 1945 fut d'abord et surtout le fait de l'école allemande et que les développements dans cette discipline, depuis 1945, reviennent à l'école anglo-saxonne. Une telle vision des faits déforme la compréhension de cette branche comme partie prenante de l'histoire de la pensée géographique. D'une part, les bases bibliographiques montrent très clairement que la somme des contributions en langue française

est loin d'être négligeable. D'autre part, dans l'évolution et le renouveau de la géographie politique, les géographes francophones ont tout de même contribué non seulement à l'avancement de cette spécialité mais aussi à des mises en garde majeures.

Longtemps, la Politische Geographie de Ratzel (1897) et surtout la Geopolitik haushoférienne (1924-1945) ont créé un blocage psychologique parmi les géographes d'expression française. Il fallait mettre en garde les jeunes générations contre cette négation de l'esprit scientifique. Le spectre du déterminisme et de l'organicisme a longtemps agi comme facteur d'inhibition. La communauté des géographes francophones semble avoir été victime du « syndrome de Haushofer » : on évitait un secteur que les compromissions nazies et fascistes avaient terni. De Vidal de la Blache à Montifroy, un fil ténu demeure même si la géographie politique comme champ d'étude ressemble à un phare dont les éclats scintillent à intervalles très espacés. Tout en assurant un continuum entre la période d'avant 1945 et l'époque actuelle, le géographe français Jean Gottmann a maintenu pratiquement seul le flambeau pendant la « traversée du désert » de la géographie politique francophone. Il compte certainement comme l'un des acteurs de la résurgence de cette branche de la discipline au tournant des années soixante-dix.

De fait, il est intéressant de souligner ce retour « inattendu » de la géographie politique parmi les écoles nationales de langue française. Celle-ci reprend sa place par le canal de nouvelles avenues prometteuses : stratégies et idéologies chez Lacoste, intégrité territoriale chez Dorion, théorie et terminologie chez Sanguin, géographie du pouvoir chez Claval, frontières et sémiologie chez Raffestin... Cette transformation de la géographie politique est la conséquence du renouveau de la science politique dans les années soixante et soixante-dix, à la suite des avancées théoriques de Karl Deutsch, David Easton et Talcott Parsons. Conséquemment, la dimension spatiale des institutions politiques, la perception de l'espace national, la justice territoriale, l'adéquation des subdivisions infraétatiques remplacent peu à peu le thème moniste de l'État.

L'ouvrage de Montifroy s'inscrit davantage dans la portée générale du jeu spatial du pouvoir étatique. L'analyse est attachante dans la mesure où elle s'éloigne du plan conventionnel d'ordre chronologique ou typologique. Montifroy ordonne son étude selon une trilogie originale : les bases, les faits, les sens.

Dans la première partie dénommée « Les Bases » (p. 15 à 181), l'auteur procède à une distinction utile et nécessaire entre la géographie politique et la géopolitique. La première consiste à prendre en considération les éléments géographiques constitutifs d'un État. La seconde consiste à analyser géographiquement la ligne directrice des objectifs de l'État. L'espace intervient comme charnière entre la géopolitique et la géostratégie. La localisation d'un phénomène politique dans son espace est une nécessité car les faits en politique n'ont de valeur que par la réaction communautaire qu'ils engendrent. Montifroy identifie en réalité dix problèmes politico-géographiques contemporains. D'une part, il relève les problèmes de majorités et de minorités dans les États (Liban, Cambodge), les constituantes culturelles empoisonnant la vie nationale (Bruxelles, Berlin ouest...), la permanence de types humains malgré l'imposition de frontières (Tyrol du Sud, Val d'Aoste...), la nature des liens entre communautés culturelles (francophonie, irrédentisme et séparatisme...). D'autre part, l'auteur met en relief l'épineuse question de la justification des frontières actuelles (Conférence d'Helsinki...), la géographie des langues (zones compactes, zones éclatées...), les libertés ou contraintes inter-ethniques dans les échanges, les États successeurs issus du remodelage de la carte politique, les questions de finlandisation et d'annexion et, enfin, les caractéristiques géographiques de la force et de la faiblesse.

Dans une seconde partie intitulée « Les Faits » (p. 183 à 283), l'auteur peint sur un canevas à dimensions universelles à la fois sur le plan spatial et sur le plan temporel. Il puise sa matière dans chaque partie du globe et à travers les âges. Il expose d'abord la géographie politique de trois drames antiques (Troie, Carthage et Rome). Ensuite, Venise est présentée comme symbiose réussie d'une géopolitique bien comprise. Le Labrador est exposé comme une question de futurologie géopolitique dans la mesure où elle ne date que de quelques décennies, est peu connue au niveau international, relève de l'avenir, n'est pas réglée et est à résoudre ! Son cas est unique car elle relève de l'opposition de deux régions politiques constitutives d'un même État.

Enfin, sous le titre «Somewhere in Poland», l'auteur montre comment la Pologne représente un exemple-type en géopolitique. C'est un pays qui a été quatre fois partagé par les puissances périphériques. C'est un pays qui s'est promené sur la carte d'Europe. La politique dictée de l'extérieur a toujours bousculé sa géographie. Bref, le territoire polonais est au centre des turbulences politiques qui prennent forme.

Dans une troisième partie intitulée «Les Sens» (p. 285 à 359), les facteurs de l'analyse géopolitique sont classés en deux familles, les constantes et les variables et il est démontré que les facteurs variables (population, ressources, structures socio-politiques) interviennent sur les facteurs constants (position, climat, relief, hydrographie...). Si l'analyse de «Yalta ou le partage du monde» est convaincante, en revanche l'impact du «mythe solaire» en géopolitique est tout à fait ésotérique et mal démontré.

Au total, l'ouvrage de Montifroy apparaît original et non conventionnel dans la mesure où il aborde le thème de la géographie politique sous un angle complètement différent de celui des écrits universitaires classiques ou de celui de la Geopolitik. L'ouvrage fourmille d'exemples concrets puisés dans le passé lointain ou proche ainsi que dans le présent. On lui reprochera cependant de pêcher par éclectisme et européo-centrisme. Par ailleurs, les sources bibliographiques ont ceci d'intéressant qu'elles mettent en valeur de grandes œuvres malheureusement trop peu citées en géographie politique: Aristote, Aron, Clausewitz, Jouvenel, Kant, Machiavel, Nietzsche, Spengler, Tocqueville, Toynbee... Néanmoins, l'abus de références à des articles de l'Express, du Monde ou du Devoir des années 1978 à 1981 laisse perplexé.

Alors que les tendances récentes en géographie politique montrent une propension à s'éloigner de l'État comme seul niveau d'analyse, celui limité par des frontières, Montifroy se coule dans les moules de l'État moniste engendrés par la perspective ratzélienne. Ratzel a engagé tous ses héritiers dans la voie d'une géographie politique qui n'a pris en compte que l'État ou les groupes d'États. Comme le politique n'est pas tout entier réfugié dans l'État, il y a place pour une géographie politique s'occupant de formes de pouvoir autres que celles dérivées directement de l'État. Or, la géographie de l'État a été un facteur d'ordre en privilégiant le conçu par rapport au vécu. Ce genre de géographie politique a été construit à partir d'un langage, d'une symbolique, d'une sémiologie, de codes syntaxiques et sémantiques qui procèdent directement et uniquement de l'État.

Au chapitre de la forme, l'ouvrage n'est pas exempt de critiques. Premièrement, la cartographie est tout à fait hétérogène dans la mesure où, d'une part, elle est constituée de reprographies de cartes provenant d'autres sources non citées et, d'autre part, dans la mesure où ces cartes n'ont pas été normalisées dans le dessin et le lettrage. Deuxièmement, l'abus de paragraphes dans le texte (quelquefois une phrase par paragraphe!) rend la lecture fastidieuse par moments et rend le fil conducteur difficile à suivre. Troisièmement, la qualité typographique du livre laisse à désirer puisqu'il s'agit d'un texte dactylographié au format 8½ × 11 non réduit et reproduit en offset.

Finalement, la lecture de ce livre est l'occasion, une fois de plus, d'illustrer parfaitement le problème contemporain majeur de la géographie politique d'expression française. Cette dernière a toujours été faite de contributions isolées les unes des autres et l'ouvrage de Montifroy n'échappe pas à cette règle. À l'inverse des écoles anglo-saxonnes ou latino-américaines, à l'inverse d'autres branches de la discipline, la géographie politique francophone n'a jamais disposé d'un paradigme intégrateur. Cela explique, en grande partie, les seconds rôles joués en géographie politique par les écoles de pensée francophones d'ici ou d'ailleurs. Ce qui a manqué et ce qui manque encore le plus à la géographie politique de langue française, c'est un doyen, c'est-à-dire une figure académique, un «scholar» qui, ayant dominé cette branche pendant une période considérable, aurait fourni par ses publications la base sur laquelle d'autres auraient pu construire. Ni Reclus ni Vidal, ni Brunhes ni Ancel, ni Siegfried ni Vallaux n'ont été ce doyen.

Néanmoins, le renouvellement des idées dans le domaine, l'émergence de nouveaux thèmes, le climat contemporain de l'opinion géographique augurent bien du futur de la géographie politique de langue française. En ce sens, il sera intéressant de dresser le bilan de la période 1980-1995 lors du centenaire de la Politische Geographie de Ratzel en 1997. En ce qui le

concerne, l'ouvrage de Montifroy apporte une atmosphère de saine géopolitique et présente, en outre, une façon différente de faire de la géographie politique.

André-Louis SANGUIN
Université du Québec à Chicoutimi